

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023

Stukken van het Waalse Parlement 1326 (2022-2023) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 31 mei 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42818]

30 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Energie en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 48 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Energie en Région wallonne ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2023 ;

Vu le rapport du 16 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 17 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 39, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Energie en Région wallonne, aux 4^o et 5^o, les mots « , pour lesquelles l'avis préalable de l'inspecteur des Finances est requis conformément aux articles 49 et 50, » sont chaque fois insérés après les mots « qui concernent les subventions facultatives ».

Art. 2. Dans l'article 50 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 49, 2°, l'avis de l'inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1° les dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif ou de l'exécution du plan de personnel ;

2° les missions en Belgique et à l'étranger ;

3° les marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services :

a) dont le montant de l'estimation ou le montant hors T.V.A. est inférieur aux montants suivants :

	Procédure ouverte Procédure restreinte	Procédure concurrentielle avec négociation Procédure négociée directe avec publication préalable Dialogue compétitif Partenariat d'innovation	Procédure négociée sans publication préalable
Travaux	500.000	250.000	85.000
Fournitures	250.000	150.000	85.000
Services	250.000	150.000	85.000

Pour les marchés publics supérieurs aux montants précités, l'avis de l'inspecteur des Finances est requis :

i. au stade de la proposition de passation de marché, en fonction de l'estimation du marché ;

ii. le cas échéant, au stade de la décision de sélection, dans le cadre d'une procédure restreinte, d'une procédure concurrentielle avec négociation, d'un dialogue compétitif, ou la décision d'évaluation des offres indicatives dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique ;

iii. au stade de la proposition d'attribution du marché public ou de conclusion de l'accord-cadre.

b) toute commande réalisée par le biais d'une centrale d'achats gérée par l'entité, le service administratif à comptabilité autonome, l'entreprise régionale ou l'organisme de type 1, ou tout marché fondé sur un accord-cadre conclu par l'entité, le service administratif à comptabilité autonome, l'entreprises régionale ou l'organisme de type 1, dont le montant est inférieur à 85.000 euros hors T.V.A. ;

c) toute modification en cours d'exécution ou décompte jusqu'à concurrence de 15 % de la valeur du marché initial.

4° des subventions :

a) dont le montant est inférieur ou égal à 25.000 euros ;

b) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive ;

c) qui sont régies par des règles organiques déterminant les conditions d'octroi, les bénéficiaires, les taux de subvention applicables et la nature des dépenses éligibles et qui sont accordées, en vue de réaliser un investissement, à une entité publique visée à l'article L3111-1, §1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ou à l'article 2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, dans le cas où le marché public est soumis à l'autorité de tutelle ;

d) qui sont accordées en exécution du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, dont le montant est inférieur à 1.000.000 euros ;

5° tout autre type de dépense ou d'engagement, dont le montant est inférieur ou égal à 25.000 euros. » ;

2° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Concernant le § 1^{er}, 3°, a), iii, pour toute modification en cours d'exécution ou décompte, le montant du marché principal est également pris en compte.

Concernant le § 1^{er}, 3°, b), le montant de 85.000 euros hors T.V.A. se réfère au montant total estimé de la commande ou du marché sur douze mois.

Concernant le §1^{er}, 3°, c), lorsque plusieurs modifications ou décomptes successifs sont effectués, la valeur de 15 % est déterminée sur la base de la valeur cumulée des modifications ou décomptes successifs. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42818]

30. MÄRZ 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 48;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund der am 2. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Februar 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 16. Februar 2023;

Aufgrund des am 17. Februar 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 39 Paragraph 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region wird sowohl unter Ziffer 4 als auch unter Ziffer 5 die Wortfolge „, für die eine vorherigen Stellungnahme des Finanzinspektors gemäß Artikel 49 und 50 erforderlich ist,“ nach der Wortfolge „die fakultative Zuschüsse“ eingefügt.

Art. 2 - In Artikel 50 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 erhält folgende Fassung:

„§1. In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 49 Ziffer 2 ist das Gutachten des Finanzinspektors nicht erforderlich für:

1° Personalausgaben, sofern es sich um die Anwendung des Besoldungs- und Verwaltungsstatuts oder die Durchführung des Personalplans handelt;

2° Dienstreisen in Belgien und ins Ausland;

3° öffentliche Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen:

a) deren Schätzwert bzw. Betrag ohne MwSt. unter den in nachstehender Tabelle angegebenen Beträgen liegt:

	Eingeleitetes Verfahren Beschränktes Verfahren	Verhandlungsverfahren Direktes Verhandlungsverfahren mit vorheriger Bekanntma- chung Wettbewerblicher Dialog Innovationspartnerschaft	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung
Bauleistungen	500.000	250.000	85.000
Lieferungen	250.000	150.000	85.000
Dienstleistungen	250.000	150.000	85.000

Bei öffentlichen Aufträgen, die die oben genannten Beträge übersteigen, ist die Stellungnahme des Finanzinspektors in folgenden Fällen erforderlich:

i. im Rahmen des Vorschlags für die Auftragsvergabe, abhängig von der Schätzung des Auftrags;

ii. gegebenenfalls im Rahmen des Beschlusses über die Auswahl in einem beschränkten Verfahren, einem Verhandlungsverfahren, einem wettbewerblichen Dialog oder des Beschlusses zur Bewertung der indikativen Angebote im Rahmen eines dynamischen Beschaffungssystems;

iii. im Rahmen des Vorschlags zur Vergabe des öffentlichen Auftrags oder zum Abschluss des Rahmenabkommens.

b) jede Bestellung, die über eine von der Einrichtung, dem Verwaltungsdienst mit autonomer Buchführung, dem regionalen Unternehmen oder der Einrichtung des Typs 1 verwaltete zentrale Beschaffungsstelle abgewickelt wird, oder jeder Auftrag, der auf einem von der Einrichtung, dem Verwaltungsdienst mit autonomer Buchführung, dem regionalen Unternehmen oder der Einrichtung des Typs 1 abgeschlossenen Rahmenabkommen beruht, mit einem Wert unter 85.000 Euro ohne MwSt.;

c) jegliche Änderung während der Ausführung oder Abrechnung bis zu 15 % des Wertes des ursprünglichen Auftrags.

4° Zuschüsse:

a) deren Betrag unter oder bei 25.000 Euro liegt;

b) die aufgrund von Grundregeln gewährt werden, die deren Gewährungsbedingungen, deren Empfänger und deren Betrag fest und endgültig festsetzen;

c) die nach Maßgabe der Grundregeln erfolgen, die die Bedingungen für die Gewährung, die Begünstigten, die anwendbaren Bezuschussungssätze und die Art der förderfähigen Ausgaben festlegen und die im Hinblick auf die Durchführung einer Investition einer öffentlichen Einrichtung gemäß Artikel L3111-1 Paragraph 1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung oder Artikel 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren gewährt werden, falls der öffentliche Auftrag der Aufsichtsbehörde unterliegt;

d) die in Ausführung des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der „Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers“ (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen), des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen

Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, gewährt werden und deren Betrag unter 1.000.000 Euro liegt;

5° jede andere Art von Ausgaben oder Verpflichtungen, deren Betrag unter oder bei 25.000 Euro liegt;“

2° es wird ein Paragraf 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„ § 1/1. In Bezug auf Paragraf 1 Ziffer 3 Buchstabe a, iii wird bei jeder Änderung während der Ausführung oder Abrechnung auch der Betrag des Hauptauftrags berücksichtigt.

In Bezug auf Paragraf 1 Ziffer 3 Buchstabe b bezieht sich der Betrag von 85.000 Euro ohne MwSt. auf den geschätzten Gesamtwert der Bestellung oder des Auftrags für einen Zeitraum von zwölf Monaten.

In Bezug auf Paragraf 1 Ziffer 3 Buchstabe c wird, wenn mehrere aufeinanderfolgende Änderungen oder Abrechnungen vorgenommen werden, der Wert von 15% auf der Grundlage des kumulierten Wertes der aufeinanderfolgenden Änderungen oder Abrechnungen bestimmt.“

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 4 - Der Minister für Haushalt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42818]

30 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de Diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de “Commission wallonne pour l’Energie” (Waalse Commissie voor Energie)” van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, artikel 48 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de Diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de “Commission wallonne pour l’Energie” (Waalse Commissie voor Energie)” van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 februari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2023;

Gelet op het verslag van 16 februari 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht op 17 februari 2017 aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 39, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest, worden, onder 4° en 5°, telkenmale de woorden “waarvoor het voorafgaandelijk advies van de inspecteur van Financiën is vereist overeenkomstig de artikelen 49 en 50,” ingevoegd na de woorden “die betrekking hebben op de facultatieve subsidies”.

Art. 2. In artikel 50 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 49, 2°, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor :

1° de personeelsuitgaven, voorzover het de toepassing van het geldelijk en administratief statuut of de uitvoering van het personeelsplan betreft;

2° de dienstopdrachten in België en in het buitenland;

3° de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten:

a) waarvan het geraamde bedrag of het bedrag, BTW niet meegerekend, lager is dan volgende bedragen:

	Openbare procedure Niet-openbare procedure	Mededingingsprocedure met onderhandeling Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking Concurrentiegerichte dialoog Innovatiepartnerschap	Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking
Werken	500.000	250.000	85.000
LEVERINGEN	250.000	150.000	85.000
Diensten	250.000	150.000	85.000

Voor overheidsopdrachten met hogere bedragen dan voornoemd is het advies van de inspecteur van Financiën vereist:

- i. in het stadium van het voorstel tot plaatsing van de overheidsopdracht, in functie van de raming ervan;
- ii. in voorkomend geval, in het stadium van de beslissing van een niet-openbare procedure, van een mededingingsprocedure met onderhandeling, van een concurrentiegerichte dialoog of van de beslissing tot evaluatie van de indicatieve offertes in het kader van een dynamisch aankoopstelsel;
- iii. in het stadium van het voorstel tot toewijzing van de overheidsopdracht of van het sluiten van het kaderakkoord;

b) elke aankoop uitgevoerd via een aankoopcentrale beheerd door de entiteit, de administratieve dienst met zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming of het organisme van type 1, of iedere opdracht berustend op een kaderakkoord gesloten door de entiteit, de administratieve dienst met zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming of het organisme van type 1, waarvan het bedrag lager is dan 85.000 euro BTW niet meegerekend ;

c) iedere wijziging tijdens de uitvoering of afrekening tot 15% van de waarde van de initiële opdracht,

4° toelagen :

a) waarvan het bedrag lager is dan of gelijk is aan 25.000 euro ;

b) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen;

c) die vallen onder organieke regels ter bepaling van de toekenningsvoorwaarden, de gerechtigden, de toepasbare subsidiepercentages en de aard van de in aanmerking komende uitgaven en die toegekend worden met het oog op het verwezenlijken van een investering, aan een openbare entiteit bedoeld in artikel L3111-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie of in artikel 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in het geval waarin de overheidsopdracht onder de toezichtsoverheid valt;

d) die toegewezen worden ter uitvoering van het decreet van 2 april 1998 tot oprichting van het "Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings), het decreet van 3 juli 2008 betreffende het onderzoek, de ontwikkeling en de innovatie in Wallonië, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kmo's en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives ten gunste van de grote ondernemingen en van Decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, waarvan het bedrag lager is dan 1.000.000 euro ;

5° ieder ander type uitgave of verbintenis waarvan het bedrag lager is dan of gelijk is aan 25.000 euro. » ;

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1/1. Betreffende § 1, 3°, a), iii, wordt, voor iedere wijziging gedurende de uitvoering of afrekening, het bedrag van de hoofdopdracht eveneens in overweging genomen.

Betreffende § 1, 3°, b) verwijst het bedrag van 85.000 euro BTW niet meegerekend naar het totaal geraamde bedrag van de aankoop of de opdracht over twaalf maanden.

Betreffende § 1, 3°, c), wordt, wanneer meerdere opeenvolgende wijzigingen of afrekeningen gebeuren, de waarde van 15% bepaald op grond van de samengevoegde waarde van de opeenvolgende wijzigingen of afrekeningen . ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT